

# RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'économie,  
des finances et de l'industrie

## Arrêté du 20 décembre 2024

### portant nomination au comité consultatif national de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics

NOR : ECOM2434464A

#### **Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,**

Vu le code de la commande publique, notamment ses articles R. 2197-6 à R. 2197-10 ;

Vu l'arrêté du 21 février 2022 portant nomination au comité consultatif national de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics ;

Vu la proposition du ministère de l'Europe et des affaires étrangères en date du 17 décembre 2024,

#### **Arrête :**

#### **Article 1<sup>er</sup>**

Pour le ministère de l'Europe et des affaires étrangères, la liste nominative des représentants de l'Etat mentionnés au 3° de l'article R. 2197-6 du code de la commande publique pour siéger au comité consultatif national de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics est arrêtée comme suit, à compter du 6 février 2025 :

- Madame Catherine ROBINET, cheffe de la mission ministérielle des achats, direction des affaires financières, direction générale de l'administration et de la modernisation ;
- Monsieur Florent BILLY-GAUTHIER, adjoint à la cheffe de la mission ministérielle des achats, direction des affaires financières, direction générale de l'administration et de la modernisation ;
- Madame Jessica ANTONIN, cheffe du pôle des marchés de travaux à la mission ministérielle des achats, direction des affaires financières, direction générale de l'administration et de la modernisation ;
- Monsieur Fabien DASPET, chef du pôle des marchés de fournitures, services et prestations intellectuelles à la mission ministérielle des achats, direction des affaires financières, direction générale de l'administration et de la modernisation ;
- Madame Marie-France FREALLE, conseillère juridique à la mission ministérielle des achats, direction des affaires financières, direction générale de l'administration et de la modernisation ;

- Monsieur Eric PRADELLES, conseiller juridique à la mission ministérielle des achats, direction des affaires financières, direction générale de l'administration et de la modernisation ;
- Madame Julia DI CICCIO, sous-directrice des affaires juridiques internes, direction générale de l'administration et de la modernisation ;
- Madame Samantha MARTEL, cheffe du bureau du contentieux à la sous-direction des affaires juridiques internes, direction générale de l'administration et de la modernisation ;
- Madame Gaëlle SAMELA, consultante juridique à la sous-direction des affaires juridiques internes, direction générale de l'administration et de la modernisation ;
- Monsieur Thomas WAGNER, sous-directeur des moyens et des opérateurs, direction du pilotage et de la stratégie, direction générale de la mondialisation ;
- Monsieur Jean-Philippe POURTIER, sous-directeur adjoint des moyens et des opérateurs, direction du pilotage et de la stratégie, direction générale de la mondialisation ;
- Madame Sophie THELLIER, cheffe de pôle administratif et financier, direction de la communication et de la presse ;
- Monsieur Nicolas LAITSELART, adjoint à la cheffe de pôle administratif et financier, direction de la communication et de la presse ;
- Madame Charlotte LAMPRE, sous-directrice des événements internationaux, protocole ;
- Madame Marie-Claude BONNANS, cheffe du bureau de la logistique des conférences internationales et des déplacements officiels, sous-direction des événements internationaux, protocole ;
- Madame Véronika VANEK, adjointe à la cheffe du bureau de la logistique des conférences internationales et des déplacements officiels, sous-direction des événements internationaux, protocole ;
- Madame Brigitte BOTQUELEN, directrice adjointe du numérique ;
- Monsieur François BOYER, chef de la mission de l'administration générale, direction du numérique.

La durée du mandat est fixée à trois ans à compter de cette date.

## **Article 2**

La directrice des affaires juridiques est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* de l'administration centrale des ministères économiques et financiers.

Fait le 20 décembre 2024

Pour le ministre et par délégation :

Le chef de service,  
adjoint à la directrice des affaires juridiques

Emmanuel MEYER